

1986: (Le PAGES et les manifestations de jeunes de Constantine)

METTRE EN ECHEC L'ARBITRAIRE ET LES PROVOCATIONS !

(23-XII-1986)

De nombreux enlèvements et arrestations illégaux et arbitraires se sont poursuivis au cours des dernières semaines dans plusieurs villes du pays et qui ont touché différents courants d'opinion, parmi eux des progressistes.

Ainsi KECHID, ZERTAL et BADJADJA de Constantine, après 3 semaines de détention dans les locaux du secteur militaire, ont été déportés et assignés à résidence à BORDJ OMAR DRISS (Wilaya d'ILLIŹI) à des centaines de kilomètres de leurs familles et de leur travail.

BOUKHARI Mohamed, NEFOUSSI Mourad, ALLAYAT Mahmoud de Annaba ont été arrêtés depuis des semaines et leurs familles ignorent à ce jour où ils sont détenus. Selon certaines informations ils seraient aussi assignés à résidence à BORDJ OMAR DRISS.

CHETTOUH Mourad de SEDRATA, torturé malgré sa maladie, a dû être hospitalisé. Il a été placé sous mandat de dépôt après plusieurs semaines de "garde à vue".

BEN BRAHIM Rachid, réalisateur à la RTA. ISRI Kamal, ingénieur à la RTA et un professeur d'architecture de Blida ont été gardés à vue pendant 10 jours au commissariat central d'Alger. BEN BRAHIM a été torturé pendant 3 jours. Tous les 3 ont été incarcérés à Alger.

Parmi les événements de Novembre, certains sont dramatiques comme à Constantine et Sétif. Au lieu d'une politique d'apaisement et de dialogue, au lieu de tirer les leçons des causes des manifestations et y apporter des solutions positives, certaines forces politiques veulent accroître la tension.

Pour cela, elles répriment de façon multiforme des hommes et des femmes de progrès, dont des communistes. Elles veulent poursuivre leurs provocations et faire endosser à d'autres leurs propres responsabilités dans la violence et les affrontements qui ont suivi les mouvements d'étudiants et de lycéens.

La manipulation des faits et de l'information par certaines tendances dans les services de sécurité tend à faire admettre que les événements de Constantine ont eu pour origine les activités des forces de gauche.

Ces insinuations visent à intoxiquer des milieux dirigeants au pouvoir et à cacher ou masquer le véritable plan de destabilisation du pays par la droite réactionnaire et l'impérialisme.

Nous disons fermement : Non à la repression pour délit d'opinion! Non à la provocation! Non aux tentatives de division des forces patriotiques au moment où notre pays est menacé à ses frontières avec le Maroc, où il doit affronter des problèmes graves politiques, économiques et sociaux, où il doit faire face à une agressivité croissante et concrète de l'impérialisme ! .

C'est dans cet esprit que nous agissons et que nous appelons tous les patriotes à agir, pour briser la loi du silence et dénoncer les arrestations illégales et arbitraires, les mauvais traitements et la torture infligés à certains détenus .

Exigeons l'arrêt des poursuites contre tous les détenus pour délit d'opinion , y compris ceux avec lesquels nous ne partageons pas les idées politiques comme Maître ALI YAHIA Abdennour qui vient d'être arrêté de nouveau ainsi que 2 avocats et un professeur!

Exigeons la révision des procès expéditifs et injustes des centaines de jeunes arrêtés à Constantine, à Sétif et le respect des droits de la défense !

Exprimons notre solidarité avec toutes les victimes de l'arbitraire sous toutes les formes possibles!

Exigeons que soient connus et condamnés ceux qui ont torturé et ceux qui ^{ont} ordonné la torture, ceux qui ont piétiné les lois et la dignité des citoyens .

Alger le 23 Décembre 1986

PARTI DE L'AVANT-GARDE SOCIALISTE.